

31 août 2022

Azerbaïdjan : Le régiment de police anti-émeute

*La police anti-émeute en Azerbaïdjan
(photographie de Radio Azadlıq Radosu (RFE/RL), 13/05/2011, [url](#))*

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

Table des matières	2
1. Le Régiment de police anti-émeute en Azerbaïdjan	4
1.1. Evolutions institutionnelles de la police anti-émeute depuis 1991	4
1.1.1. 1991-1995 : le « Détachement spécial de police » (XTPD), sur le modèle de l'OMON soviétique	4
1.1.2. Le Régiment de police anti-émeute (ÇPA).....	5
1.1.3. Les missions et les activités du Régiment de police anti-émeute	6
1.2. Quelques figures du commandement du Régiment de police anti-émeute	7
1.2.1. Zaur ABDULLAYEV.....	7
1.2.2. Sahlab BAGIROV	7
1.2.3. Erman PARLAMOV, ancien commandant du Régiment de police anti-émeute.....	8
1.2.4. Elnur KARIMOV, Ramil PRIYEV	8
1.3. Le recrutement dans le Régiment de la police anti-émeute par concours	8
1.3.1. Les conditions générales requises pour le recrutement	8
1.3.2. Les conditions physiques et capacités sportives des agents recrutés	9
2. Les brutalités policières en Azerbaïdjan	10
2.1. Généralités sur les violences policières dans le pays	10
2.2. Le raid policier et les violences de Nardaran (novembre 2015)	11
2.3. L'affaire du quartier Yasamal de Bakou en juin 2020 : des violences imputables au régiment de police mobile	12
Bibliographie	13

Résumé : L'Azerbaïdjan a connu un premier corps de police spéciale anti-émeute lors de son indépendance, au début des années 1990, avec la structure héritée de son équivalente en Union soviétique, le « Détachement spécial de police » (ou *Xüsusi Təyinatlı Polis Dəstəsi /XTPD*), dont les membres se sont rebellés contre le gouvernement central en 1995. A une date non précisée dans les sources consultées, une autre structure a vu le jour : le Régiment de police anti-émeute (*Çevik Polis Alayı, ÇPA*), placé initialement sous la tutelle de la Direction principale de la police de la ville de Bakou, puis directement sous l'autorité du ministre des Affaires intérieures. Le régiment est appelé pour assurer la sécurité lors des grands événements nationaux. La police en Azerbaïdjan fait l'objet de nombreuses critiques pour des cas de sévices corporels infligés en détention mais continue à agir avec un sentiment d'impunité. Les sources d'information concernant les violences policières ne distinguent cependant pas toujours celles imputables en particulier au régiment spécial de police anti-émeute ou celles relevant de la police en général.

Abstract : Azerbaijan had its first special riot police force at independence in the early 1990s, with the structure inherited from its Soviet counterpart, the 'Special Police Detachment' (or *Xüsusi Təyinatlı Polis Dəstəsi /XTPD*), whose members rebelled against the central government in 1995. Another structure emerged at a date not found in the sources consulted: the Riot Police Regiment (*Çevik Polis Alayı/ÇPA*), initially under the Baku City Main Police Directorate, and later placed directly under the authority of the Minister of Internal Affairs. The regiment is also called upon to provide security at major national events. The police in Azerbaijan are widely criticised for physical abuse in custody but continue to act with a sense of impunity. Country of origin information sources on police violence do not always distinguish

between those attributable specifically to the Riot Police Special Regiment and those attributable generally to the police.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Le Régiment de police anti-émeute en Azerbaïdjan

1.1. Evolutions institutionnelles de la police anti-émeute depuis 1991

1.1.1. 1991-1995 : le « Détachement spécial de police » (XTPD), sur le modèle de l'OMON soviétique

Selon le média *Azadlıq Radiosu* (service en azéri de Radio Liberty), après la proclamation de son indépendance en 1991, l'Azerbaïdjan a instauré une police anti-émeute sur le modèle soviétique¹. Emanation du « Détachement de la milice à vocation spéciale » (en russe, *Otriad militsii osobogo naznacheniiä*, OMON²) soviétique³, la police anti-émeute azerbaïdjanaise, nommée « Détachement spécial de police » (en azéri, *Xüsusi Təyinatlı Polis Dəstəsi*, XTPD)⁴, intervenait, selon les propos d'un député azéri rapportés par *Azadlıq Radiosu*, en dehors du cadre légal, pour résoudre certains crimes commis dans le pays⁵. Selon le média *Los Angeles Times*, le « Détachement de la police à vocation spéciale » était alors aussi désigné localement par les termes russes *Otriad politsii osobogo naznacheniiä*, et l'acronyme correspondant « OPON »⁶. Selon la même source, le fondateur du XTPD a été un certain Rovshan JAVADOV (ou Rövşən Cavadov), et son frère Makhir JAVADOV a été l'un des commandants de cette unité⁷. A une date non précisée dans la source, Rovshan JAVADOV a eu le rang de vice-ministre des Affaires intérieures⁸. Le XTPD - ou OPON - a compté environ 3 000 agents⁹.

Selon un certain İlgar ALIYEV, ancien membre du détachement XTPD cité par *Azadlıq Radiosu*, et ancien membre de l'équipe de sécurité ayant accompagné en juin 1993, le futur président de la République d'Azerbaïdjan Heydar ALIYEV, alors président du Soviet suprême de la République azerbaïdjanaise, lors de son déplacement de la République autonome du Nakhitchevan à Bakou, le XTPD a par la suite continué à organiser la protection de ce dernier pendant 6 mois¹⁰. Toutefois, le XTPD s'en est ensuite détaché¹¹.

Dans le conflit opposant l'Arménie à l'Azerbaïdjan au Haut-Karabakh, le détachement XTPD a pris des positions publiques contre l'accord de cessez-le-feu, signé en mai 1994 entre ces deux pays et qualifié en 2010, par İlgar ALIYEV, d'« accord traître »¹². Le XTPD s'est aussi opposé aux livraisons de pétrole azéri à l'Arménie, en passant par la Géorgie, livraisons qui ont été stoppées dans le district de Qazax (au Nord-Ouest de l'Azerbaïdjan) par la branche locale du XTPD¹³.

En octobre 1994, selon *Los Angeles Times*, sur ordre de Rovshan JAVADOV, des agents du XTPD ont pris en otage le Procureur en chef de l'Azerbaïdjan et ont demandé la démission d'alliés importants du Président ALIYEV, notamment le président du Parlement¹⁴. Accusé de tentative de coup d'Etat en lien avec Rovshan JAVADOV, le Premier ministre Sourat HOUSSEINOV a été limogé de ses fonctions par le Président ALIYEV¹⁵. Rovshan JAVADOV a néanmoins obtenu du Président ALIYEV de pouvoir rester au poste de vice-ministre des Affaires intérieures¹⁶.

Selon *Los Angeles Times*, le XTPD a été impliqué dans des exportations illégales de divers métaux précieux, en concurrence avec des membres de l'entourage proche du Président¹⁷. Début mars 1995, Rovshan JAVADOV a publiquement accusé le gouvernement de corruption et de favoritisme clanique¹⁸. Le dimanche 12 mars 1995, suite à une saisine par les autorités azerbaïdjanaises par d'une cargaison

¹ Azadlıq Radiosu, 18/03/2010, [url](#)

² En russe : *Отряд милиции особого назначения*

³ Azadlıq Radiosu, 18/03/2010, [url](#)

⁴ Azadlıq Radiosu, 18/03/2010, [url](#)

⁵ Azadlıq Radiosu, 18/03/2010, [url](#)

⁶ Los Angeles Times, 18/03/1995, [url](#)

⁷ Los Angeles Times, 18/03/1995, [url](#)

⁸ Los Angeles Times, 18/03/1995, [url](#)

⁹ Los Angeles Times, 18/03/1995, [url](#)

¹⁰ Azadlıq Radiosu, 18/03/2010, [url](#)

¹¹ Los Angeles Times, 18/03/1995, [url](#)

¹² Azadlıq Radiosu, 18/03/2010, [url](#)

¹³ Azadlıq Radiosu, 18/03/2010, [url](#)

¹⁴ Los Angeles Times, 18/03/1995, [url](#)

¹⁵ Los Angeles Times, 18/03/1995, [url](#)

¹⁶ Los Angeles Times, 18/03/1995, [url](#)

¹⁷ Los Angeles Times, 18/03/1995, [url](#)

¹⁸ Los Angeles Times, 18/03/1995, [url](#)

de cuivre destinée à l'exportation sous la protection du XTPD, ce dernier avait pris le contrôle, en rétorsion, de deux bâtiments administratifs du Nord du pays¹⁹.

Le ministère des Affaires intérieures a alors dissous le détachement XTPD²⁰.

En réaction, le 17 mars 1995, 700 agents du XTPD, conduits par Rovshan JAVADOV, se sont rebellés contre le gouvernement central, en se barricadant dans un bâtiment à Bakou²¹. Les forces gouvernementales ont donné l'assaut et lors des affrontements, 12 ou 30 agents du XTPD (respectivement selon l'une ou l'autre des deux sources consultées²²) ont été tués. Rovshan JAVADOV est décédé de ses blessures sur le chemin de l'hôpital²³. Aucune déclaration précise n'a fait état des pertes au sein des forces gouvernementales à l'occasion de ces incidents²⁴. Environ 700 personnes ont par la suite été arrêtées²⁵, parmi lesquelles Ilgar ALIYEV, membre du XTPD, arrêté pour trahison et condamné à 6 ans de prison²⁶. En 2010, selon ce dernier, 4 des anciens membres du XTPD n'avaient toujours pas été libérés et 4 autres étaient morts en prison. Parmi eux, selon le Département d'Etat des Etats-Unis en 2012, se trouvait notamment un certain Nizami SHAKHMURADOV, ancien officier de police anti-émeute s'étant mutiné, et qui a fait l'objet en décembre 2011 d'une grâce présidentielle²⁷. Ensuite, selon Ilgar ALIYEV, les anciens membres du XTPD sont soit restés au chômage, comme lui, soit ont émigré²⁸.

1.1.2. Le Régiment de police anti-émeute (ÇPA)

Nota : A une date non précisée dans les sources consultées, une autre structure a vu le jour : le Régiment de police anti-émeute (ou régiment « séparé » de police mobile²⁹ ; en azéri, *Əlahiddə Çevik Polis Alayı*, ou *Çevik Polis Alayı*, ÇPA),

Selon le site internet de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) dédié aux forces de police des Etats membres, conformément au règlement du ministère des Affaires intérieures d'Azerbaïdjan, approuvé par un décret présidentiel en date du 30 juin 2001, les régiments spéciaux de la police anti-émeute sont un corps de police particulier au sein du système de la Police nationale d'Azerbaïdjan³⁰. En vertu du décret de 2001, le système de la Police nationale d'Azerbaïdjan s'organisait alors autour de l'administration centrale du ministère des Affaires intérieures, qui comprenait 25 départements ou départements principaux, et autour d'autres corps de police séparés, parmi lesquels se trouvaient, outre les unités du régiment spécial de la police anti-émeute : les directions principales de police des villes de Bakou et de Ganja, le ministère des Affaires intérieures de la République autonome du Nakhitchevan, les unités militaires des troupes de l'Intérieur, l'Académie de Police, l'Ecole des jeunes officiers d'encadrement, la Haute école militaire des troupes de l'Intérieur et d'autres institutions de police spécialisées³¹.

En juillet 2006, le régiment de police anti-émeute (*Çevik Polis Alayı*, ÇPA), qui était jusqu'à cette date sous la tutelle du département principal de police de la ville de Bakou, a été placé directement sous la tutelle du ministère des Affaires intérieures³². Les autorités du pays ont mis en avant que les fonctions exercées par le régiment de police anti-émeute ne relevaient pas que du simple périmètre de Bakou, mais de celui de l'ensemble de la république, et que toutes les unités de police du pays devaient être commandées depuis un centre unique³³. Le régiment de police anti-émeute a ainsi commencé à opérer non seulement à Bakou, mais aussi partout dans le pays³⁴. Selon l'ancien collaborateur du ministère des Affaires intérieures, le lieutenant-colonel Mahmud HAJIYEV, ce changement de lien de

¹⁹ Los Angeles Times, 18/03/1995, [url](#)

²⁰ Los Angeles Times, 18/03/1995, [url](#)

²¹ Los Angeles Times, 18/03/1995, [url](#) ; Azadlıq Radiosu, 18/03/2010, [url](#)

²² Los Angeles Times, 18/03/1995, [url](#) ; Azadlıq Radiosu, 18/03/2010, [url](#)

²³ Los Angeles Times, 18/03/1995, [url](#) ; Azadlıq Radiosu, 18/03/2010, [url](#)

²⁴ Azadlıq Radiosu, 18/03/2010, [url](#)

²⁵ Azadlıq Radiosu, 18/03/2010, [url](#)

²⁶ Azadlıq Radiosu, 18/03/2010, [url](#)

²⁷ Etats-Unis, US DoS, 24/05/2012, [url](#)

²⁸ Azadlıq Radiosu, 18/03/2010, [url](#)

²⁹ Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, « Baş İdarələr və İdarələr » (sièges centraux et départements), s.d., [url](#)

³⁰ Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ; POLIS, « Country Profiles. Azerbaïdjan », s.d., [url](#)

³¹ Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ; POLIS, « Country Profiles. Azerbaïdjan », s.d., [url](#)

³² Azadlıq Radiosu, 02/08/2006, [url](#)

³³ Azadlıq Radiosu, 02/08/2006, [url](#)

³⁴ Azadlıq Radiosu, 02/08/2006, [url](#)

subordination s'est expliqué par les mauvaises relations entre le ministre des Affaires intérieures et le chef de la police de la capitale³⁵. Selon lui, le transfert du régiment de police anti-émeute directement sous la tutelle du ministère était le signe de l'affaiblissement du chef du département principal de la police de Bakou, Maharram ALIYEV³⁶.

Selon le site du ministère des Affaires intérieures d'Azerbaïdjan consulté en juillet 2022, le siège du régiment de la police anti-émeute (nom complet en azéri, *Əlahiddə Çevik Polis Alayı*) est dans la ville de Bakou, sis au 69, Avenue des Frères Nobel³⁷. En février 2020, les membres du Régiment de police anti-émeute ont été dotés de nouveaux uniformes considérés comme plus modernes et confortables et de meilleure qualité que les précédents, ce qui a suscité à cette occasion une inspection du personnel par le ministre des Affaires intérieures, le général Vilayat EYVAZOV³⁸.

Selon le média *Medonline*, le Régiment de la police anti-émeute est resté jusqu'en 2020 un lieu de nationalisme azerbaïdjanais opposé au cessez-le-feu de 1994 au Haut-Karabakh, considéré comme favorable aux sécessionnistes arméniens. Selon la même source, le 26 février 2020, les membres du régiment ont ainsi organisé la projection d'un film documentaire afin de commémorer les victimes azéries de la bataille de Khojaly du 26 février 1992, événement qualifié par ceux-ci de « génocide de Khojaly »³⁹.

1.1.3. Les missions et les activités du Régiment de police anti-émeute

En février 2022, lors d'une visite opérationnelle sur le site du Régiment de police mobile spéciale, le ministre des Affaires intérieures, le général Vilayat EYVAZOV, a salué l'excellent travail effectué par l'unité dans le cadre de la politique de sécurité publique du pays⁴⁰.

Une des tâches premières du Régiment de police anti-émeute, mise en avant par le ministre des Affaires intérieures Ramil USUBOV antérieur, dans une déclaration de janvier 2018, est l'encadrement de foules, lors d'événements publics⁴¹. Le ministre citait parmi ces derniers, les compétitions sportives internationales importantes, telles que la course automobile du grand prix de Formula 1 d'Azerbaïdjan, et les festivités du centième anniversaire de la République populaire d'Azerbaïdjan⁴². Dans une publication sur le site internet officiel du ministère des Affaires intérieures, le commandant du Régiment de police anti-émeute a précisé que l'unité a participé, durant l'exercice annuel 2017, à la sécurité de 40 événements publics de masse à travers tout le pays, dans le but de prévenir les crimes et autres violations du droit⁴³.

Une vidéo de la chaîne de télévision AZTV, publiée en avril 2017 sur le site de partage Youtube et consacrée au Régiment de la police anti-émeute, a montré des entraînements des membres dudit régiment pour des actions relevant autant de la police d'élite d'interventions spéciales que de la police anti-émeute de masse⁴⁴. Selon Anar MAMMADLI, chef du Centre d'observation des élections et d'éducation à la démocratie, cité par le service azerbaïdjanais de *BBC News* en juin 2020, la police peut utiliser la force, mais celle-ci doit être proportionnée⁴⁵. Il ajoute qu'il existe une législation spécifique concernant les circonstances dans lesquelles le Régiment de police anti-émeute peut être utilisé, et que ce n'est qu'en cas de troubles graves⁴⁶.

D'un point de vue quantitatif, le bilan d'activité du régiment de police anti-émeute pour l'année 2017, publié par le ministère des Affaires intérieures en janvier 2018, a fait apparaître que l'unité de police spéciale avait procédé à 30 667 détentions, 29 846 pour des simples infractions administratives, et 821 pour des crimes et délits pénaux de gravité diverse⁴⁷. Parmi ces derniers, le régiment de police anti-

³⁵ Azadlıq Radiosu, 02/08/2006, [url](#)

³⁶ Azadlıq Radiosu, 02/08/2006, [url](#)

³⁷ Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, « Baş İdarələr və İdarələr » (sièges centraux et départements), s.d., [url](#)

³⁸ Trend news agency, 08/02/2020, [url](#)

³⁹ Medonline, 26/02/2020, [url](#)

⁴⁰ Azertag, 22/02/2022, [url](#)

⁴¹ Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, 22/01/2018, [url](#)

⁴² Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, 22/01/2018, [url](#)

⁴³ Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, 22/01/2018, [url](#)

⁴⁴ Site de partage de vidéos Youtube, compte « Ədil Arifoğlu », vidéo AZTV « Çevik Polis Alayı 2017 » (Le Régiment de police mobile), 10/04/2017, [url](#)

⁴⁵ BBC News (service azerbaïdjanais), 20/06/2020, [url](#)

⁴⁶ BBC News (service azerbaïdjanais), 20/06/2020, [url](#)

⁴⁷ Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, 22/01/2018, [url](#)

émeute est intervenu pour des cas de hooliganisme, de personnes ayant commis un vol, et pour trafic illégal de drogue⁴⁸.

Pour l'année 2018, selon le colonel de police Elnur KARIMOV repris par le média *Teleqraf*, le nombre total de détentions faites par le Régime de police anti-émeute s'est élevé à 32 081 personnes, dont 31 2476 pour infractions administratives et 834 pour diverses infractions pénales (notamment hooliganisme, vols et vols qualifiés, fraudes, trafic de stupéfiants)⁴⁹.

Par ailleurs, les membres de la police anti-émeute occupent aussi occasionnellement des fonctions de sauveteurs en mer, à destination des populations civiles : ainsi, selon le ministère des Affaires intérieures cité par le média *Milli irs*, en août 2020, un agent de ce régiment, servant sur la plage située à *Buzovna* dans la région de Khazar, a sauvé une fille mineure de la noyade⁵⁰.

1.2. Quelques figures du commandement du Régiment de police anti-émeute

1.2.1. Zaur ABDULLAYEV

Le 13 mai 2011, Zaur ABDULLAYEV, le commandant de l'unité militaire « N » des troupes internes située à Guba, a été nommé commandant du Régiment de police anti-émeute (*Çevik Polis Alayı, ÇPA*)⁵¹, par ordre du ministre des Affaires intérieures Ramil USUBOV⁵². Dans le passé, selon un décret présidentiel de 2005, Zaur ABDULLAYEV avait exercé dans le Service national des frontières de la République d'Azerbaïdjan⁵³.

En 17 mai 2012, Zaur ABDULLAYEV a reçu le grade de colonel et a été nommé chef adjoint de l'administration publique pour la mobilisation et la conscription⁵⁴. Dans une publication du ministère des Affaires intérieures, il était néanmoins toujours référencé comme commandant du Régiment de police anti-émeute⁵⁵.

En juin 2016, Zaur ABDULLAYEV, toujours commandant du Régiment de police anti-émeute, est parvenu au grade de général sur décision du président Ilham ALIYEV⁵⁶. En décembre 2016, le média *Poliqon*, soulignait qu'en seulement 10 ans, Zaur ABDULLAYEV avait pu passer du grade de lieutenant principal au grade de général (major-général) de police, et concluait à son influence surprenante au sein de l'appareil d'Etat⁵⁷.

En janvier 2018, à l'occasion d'un discours de bilan portant sur l'année précédente, Zaur ABDULLAYEV était toujours signalé par le ministère des Affaires intérieures comme le commandant du Régiment de police anti-émeute, avec le grade de « général (major-général) de police⁵⁸.

En janvier 2019, par ordre du ministre des Affaires intérieures, le commandant du Régiment de police anti-émeute, le général de police Zaur ABDULLAYEV, a été nommé chef adjoint du Département principal de police de la ville de Bakou et remplacé à son poste⁵⁹.

1.2.2. Sahlab BAGIROV

En janvier 2019, en remplacement de Zaur ABDULLAYEV, le ministre des Affaires intérieures Ramil USUBOV a nommé le général de brigade (major-général) Sahlab BAGIROV, qui occupait le poste de chef-adjoint du Département principal de police de la ville de Bakou, au poste de commandant du Régime de police anti-émeute⁶⁰. En d'autres termes, il a échangé les postes occupés par Zaur ABDULLAYEV et Sahlab BAGIROV, qui, avant d'être nommé en mai 2011 au poste de chef-adjoint du

⁴⁸ Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, 22/01/2018, [url](#)

⁴⁹ Teleqraf, 15/01/2019, [url](#)

⁵⁰ Milli irs, 07/08/2020, [url](#)

⁵¹ Avtosfer, 30/06/2016, [url](#) ; News.Milli, 13/05/2011, [url](#) ; Azadlıq Radiosu, 13/05/2011, [url](#)

⁵² Azadlıq Radiosu, 13/05/2011, [url](#)

⁵³ Poliçon, 01/12/2016, [url](#)

⁵⁴ Poliçon, 01/12/2016, [url](#)

⁵⁵ Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, 03/12/2012, [url](#)

⁵⁶ Avtosfer, 30/06/2016, [url](#)

⁵⁷ Poliçon, 01/12/2016, [url](#)

⁵⁸ Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, 22/01/2018, [url](#)

⁵⁹ Axar, 15/01/2019, [url](#) ; Azpolitika, 15/01/2019, [url](#) ; Modern, 15/01/2019, [url](#)

⁶⁰ Azpolitika, 15/01/2019, [url](#) ; Modern, 15/01/2019, [url](#) ; Axar, 15/01/2019, [url](#)

Département principal de police de la ville de Bakou, était le commandant du régiment de la police du renseignement du ministère des Affaires intérieures⁶¹

Selon le média *Medonline*, en février 2020, le général Sahlab BAGIROV était à cette date toujours le commandant du Régiment de police anti-émeute du ministère des Affaires intérieures⁶².

1.2.3. Erman PARLAMOV, ancien commandant du Régiment de police anti-émeute

Selon des mentions dans les médias *Qafqazinfo* et *Az Shafaqna* en juin 2022, un certain Elman PARLAMOV a travaillé, à des dates non précisées, comme commandant du Régiment de police anti-émeute⁶³. Selon ces médias et le site du ministère des Affaires intérieures en mars 2022, Elman PARLAMOV avait alors le grade de colonel de police⁶⁴. En juin 2022, il a été relevé de ses fonctions de chef de service adjoint du département de police du district de Sabail pour être nommé chef adjoint du Département de la sécurité publique du ministère des Affaires intérieures⁶⁵.

1.2.4. Elnur KARIMOV, Ramil PRIYEV

En janvier 2019, selon le média *Teleqraf*, le colonel de police Elnur KARIMOV occupait les fonctions de premier commandant adjoint du Régiment de police anti-émeute et de chef d'état-major⁶⁶.

En février 2022, selon les médias *Bakudays*, Elnur KARIMOV a été nommé chef du département de la sécurité publique du Département principal de la police de la ville de Bakou⁶⁷. Il a été remplacé par le lieutenant-colonel de police Ramil PRIYEV, nommé aux fonctions de premier commandant adjoint et de chef d'état-major du Régiment de police anti-émeute⁶⁸.

1.3. Le recrutement dans le Régiment de la police anti-émeute par concours

Nota : Des appels à inscription à des concours pour intégrer le Régiment de police anti-émeute ont pu être consultés sur le site du ministère des Affaires intérieures ou dans des médias. Datant de 2012⁶⁹, 2017⁷⁰ et 2021⁷¹, ceux-ci permettent de mettre en exergue certains critères de sélection requis aux périodes données. Ils ne prétendent toutefois pas à l'exhaustivité et ne préjugent pas d'éventuelles évolutions ultérieures.

1.3.1. Les conditions générales requises pour le recrutement

Les appels à concours pour le Régiment de police anti-émeute consultés s'adressent en général aux « citoyens de sexe masculin qui remplissent les conditions définies par le Règlement sur le service dans les organes des Affaires intérieures de la République d'Azerbaïdjan »⁷². Les hommes doivent avoir accompli leur service militaire complet dans les forces armées⁷³. Toutefois, l'appel au concours de recrutement de 2012, consulté à partir des informations reçues par *Qafqazinfo* du service de presse du ministère des Affaires intérieures, ne donnait pas d'exigence de sexe masculin, et précisait au contraire une condition de taille physique pour des candidates féminines⁷⁴.

Les conditions d'âge peuvent varier selon les cohortes de recrutement. Ainsi, si pour le concours de mars 2012 pouvaient candidater les citoyens de la République d'Azerbaïdjan âgés d'au moins 20 ans

⁶¹ Azadlıq Radiosu, 05/05/2011, [url](#) ; Məsavət (parti politique), 14/05/2011, [url](#)

⁶² Medonline, 26/02/2020, [url](#)

⁶³ Qafqazinfo, 08/06/2022, [url](#) ; Az Shafaqna, 08/06/2022, [url](#)

⁶⁴ Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, 08/03/2022, [url](#) ; Qafqazinfo, 08/06/2022, [url](#) ; Az Shafaqna, 08/06/2022, [url](#)

⁶⁵ Qafqazinfo, 08/06/2022, [url](#) ; Az Shafaqna, 08/06/2022, [url](#)

⁶⁶ Teleqraf, 15/01/2019, [url](#)

⁶⁷ Bakudays, 18/02/2022, [url](#)

⁶⁸ Bakudays, 18/02/2022, [url](#)

⁶⁹ Qafqazinfo, 29/03/2012, [url](#)

⁷⁰ Report.az, 13/11/2017, [url](#) ; Azertag, 13/11/2017, [url](#)

⁷¹ Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, 18/11/2021, [url](#)

⁷² Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, 18/11/2021, [url](#) ; Report.az, 13/11/2017, [url](#) ; Azertag, 13/11/2017, [url](#)

⁷³ Qafqazinfo, 29/03/2012, [url](#) ; Report.az, 13/11/2017, [url](#) ; Azertag, 13/11/2017, [url](#) ; Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, 18/11/2021, [url](#)

⁷⁴ Qafqazinfo, 29/03/2012, [url](#)

et pas plus de 30 ans⁷⁵, un autre concours de 2017 pour le recrutement d'agents civils du Régiment de police anti-émeute fixait une limite d'âge à 23 ans⁷⁶, tandis que le concours de novembre 2021 pour le recrutement aux postes d'officiers de base et subalternes du même régiment fixait une tranche d'âge entre 20 à 25 ans⁷⁷,

Les trois appels à candidatures consultés excluaient du recrutement les personnes ayant été condamnées auparavant pour un crime⁷⁸. De plus, l'appel à candidature de 2021 apportait une autre condition d'exclusion : le fait que des parents proches aient été condamnés pour crimes graves⁷⁹.

Les appels à candidatures de 2012 et 2017 précisait que ne pouvaient participer que des personnes dont le domicile était enregistré dans la ville de Bakou ou dans les districts proches de Sumgaït ou d'Abşeron (ou Absheron)⁸⁰.

Le niveau d'éducation requis est secondaire complet ou supérieur⁸¹. Pour le concours de novembre 2021 pour le recrutement aux postes d'officiers de base et subalternes, il était précisé que la préférence serait donnée aux citoyens ayant fait des études supérieures et capables de travailler avec du matériel informatique⁸². Dans l'appel à candidatures de 2017, il était dit que la préférence serait donnée à ceux ayant déjà coopéré à la protection de l'ordre public pendant deux ans dans les organes des Affaires intérieures, y compris dans le Régiment de la police anti-émeute⁸³.

Selon l'appel à candidature de 2012, les candidats devaient s'adresser physiquement au siège du Régiment de Police anti-émeute (69 avenue des Frères Nobel, à Bakou) en soumettant les documents requis : la carte d'identité de citoyen de la République d'Azerbaïdjan, l'original du document de scolarité, le livret militaire (pour les hommes) et le livret de travail⁸⁴. Les admissions au concours étaient déterminées suite à un entretien mené par la Commission de sélection du ministère des Affaires intérieures⁸⁵. En 2021, les candidats devaient adresser leur formulaire d'inscription au concours, par voie électronique, directement au Département général du personnel du ministère des Affaires intérieures⁸⁶.

1.3.2. Les conditions physiques et capacités sportives des agents recrutés

Une vidéo de la chaîne de télévision AZTV, publiée en avril 2017 sur le site de partage Youtube et consacrée au Régiment de la police anti-émeute, a insisté sur les capacités physiques de ses membres et sur les séances d'entraînements à divers sports de combat⁸⁷.

De plus, en janvier 2018, parmi les conditions du recrutement au Régiment de police spéciale, le ministère des Affaires intérieures Ramil USUBOV a souligné, dans une communication reprise sur le site du ministère, l'importance de l'entraînement au combat et l'entraînement moral et psychologique du personnel⁸⁸. En effet, les appels à candidatures pour le recrutement dans le Régiment de police anti-émeute, publiés sur le site du ministère des Affaires intérieures ou mentionnés dans les médias en date de 2012⁸⁹, 2017⁹⁰ et 2021⁹¹, ont précisé également les conditions physiques requises des candidats. Ainsi les différents appels à candidatures pour le Régiment de police anti-émeute consultés ont souligné l'importance que les candidats au recrutement aient un physique athlétique⁹². Si l'appel à candidatures

⁷⁵ Qafqazinfo, 29/03/2012, [url](#)

⁷⁶ Report.az, 13/11/2017, [url](#) ; Azertag, 13/11/2017, [url](#)

⁷⁷ Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, 18/11/2021, [url](#)

⁷⁸ Qafqazinfo, 29/03/2012, [url](#) ; Report.az, 13/11/2017, [url](#) ; Azertag, 13/11/2017, [url](#) ; Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, 18/11/2021, [url](#)

⁷⁹ Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, 18/11/2021, [url](#)

⁸⁰ Qafqazinfo, 29/03/2012, [url](#) ; Report.az, 13/11/2017, [url](#) ; Azertag, 13/11/2017, [url](#)

⁸¹ Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, 18/11/2021, [url](#) ; Report.az, 13/11/2017, [url](#) ; Azertag, 13/11/2017, [url](#)

⁸² Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, 18/11/2021, [url](#)

⁸³ Report.az, 13/11/2017, [url](#) ; Azertag, 13/11/2017, [url](#)

⁸⁴ Qafqazinfo, 29/03/2012, [url](#)

⁸⁵ Qafqazinfo, 29/03/2012, [url](#)

⁸⁶ Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, 18/11/2021, [url](#)

⁸⁷ Site de partage de vidéos Youtube, compte « Ədil Arifoğlu », vidéo AZTV « Çevik Polis Alayı 2017 » (Le Régiment de police anti-émeute), 10/04/2017, [url](#)

⁸⁸ Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, 22/01/2018, [url](#)

⁸⁹ Qafqazinfo, 29/03/2012, [url](#)

⁹⁰ Report.az, 13/11/2017, [url](#) ; Azertag, 13/11/2017, [url](#)

⁹¹ Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, 18/11/2021, [url](#)

⁹² Qafqazinfo, 29/03/2012, [url](#) ; Report.az, 13/11/2017, [url](#) ; Azertag, 13/11/2017, [url](#) ; Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, 18/11/2021, [url](#)

de 2012 imposait une taille minimum de 175 centimètres pour les hommes et 170 centimètres pour les femmes⁹³, les deux appels à candidatures de 2017 et 2021, réservés aux hommes, élevaient la taille minimum à 180 centimètres⁹⁴. Les appels à candidatures mentionnaient que l'état de santé et le niveau d'aptitude physique des candidats seraient vérifiés lors des procédures de recrutement, conformément aux normes établies pour les employés des organes des Affaires intérieures⁹⁵. L'appel à candidature de 2021 précisait qu'il serait tenu compte de la spécificité des fonctions de travail dans les postes visés, du stress physique et psychologique élevé, ainsi que du fait que le service serait effectué en équipes, avec des heures supplémentaires fréquentes⁹⁶.

Par ailleurs, dans une déclaration publique faite en janvier 2018 sur le bilan des activités de l'année précédente, le commandant du Régiment de police anti-émeute le général Zaur ABDULLAYEV s'est félicité des bons résultats des membres de son unité, lors de divers tournois et compétitions internationales de haut niveau de sports de combat, notamment dans les disciplines de la lutte libre, l'autodéfense sans bras, le sambo, le judo, ainsi que la course de relais⁹⁷.

2. Les brutalités policières en Azerbaïdjan

Nota : Différentes sources d'information permettent de documenter la question des brutalités policières en Azerbaïdjan, notamment dans les méthodes de répression de manifestations publiques et les traitements inhumains cruels et dégradants utilisés par des agents de police lors des détentions des personnes arrêtées. Toutefois, il est rarement précisé dans ces rapports d'information si l'effectif de police en question, cité dans des cas d'espèce, est le Régiment de police anti-émeute, même s'il peut être supposé, au regard des missions effectuées, qu'il puisse éventuellement s'agir d'interventions de ce régiment. Plusieurs cas mentionnés ci-dessous ont une valeur illustrative, sans prétendre à l'exhaustivité des situations.

2.1. Généralités sur les violences policières dans le pays

Selon Forum 18, une organisation non gouvernementale norvégienne de défense des droits humains, notamment des libertés religieuses, le code pénal d'Azerbaïdjan criminalise les actes de tortures, et en novembre 2014 les autorités du pays avaient avancé devant le Comité contre la Torture des Nations unies qu'il n'y avait eu aucun acte de torture ou de traitements cruels, inhumains et dégradants par les officiers de police sur la période 2010-2013⁹⁸. La torture est précisément définie par le Code pénal azerbaïdjanais, à l'article 293⁹⁹.

Toutefois, selon l'ONG Forum 18, en dépit de ses obligations internationales, l'Azerbaïdjan était en 2015 en défaut de coopération avec le Comité de prévention de la torture et des traitements et punitions inhumaines et dégradantes du Conseil de l'Europe, et avec le sous-Comité des Nations unies de prévention de la torture¹⁰⁰.

De plus, les dénégations des autorités azerbaïdjanaises concernant les violences policières sont contredites par d'autres rapports d'ONG ou les rapports annuels du Département d'Etat des Etats-Unis sur les pratiques des droits humains. Ainsi, à titre d'exemples, sans prétention à l'exhaustivité, le rapport du Département d'Etat des Etats-Unis sur les pratiques des droits humains pour l'année 2011 faisait état de tortures et de pratiques abusives dans les lieux de détention tenus par la police et l'armée, ayant eu pour conséquences le décès d'au moins 9 personnes¹⁰¹ ; le rapport équivalent pour l'année 2012 du Département d'Etat des Etats-Unis faisait état quant à lui du décès d'au moins 4 personnes dans les lieux de détention tenus par la police et l'armée¹⁰². Le dernier rapport pour l'année 2021 sur les pratiques des droits humains en Azerbaïdjan du Département d'Etat, se fondant notamment sur les rapports de 6

⁹³ Qafqazinfo, 29/03/2012, [url](#)

⁹⁴ Report.az, 13/11/2017, [url](#) ; Azertag, 13/11/2017, [url](#) ; Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, 18/11/2021, [url](#)

⁹⁵ Qafqazinfo, 29/03/2012, [url](#) ; Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, 18/11/2021, [url](#)

⁹⁶ Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, 18/11/2021, [url](#)

⁹⁷ Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, 22/01/2018, [url](#)

⁹⁸ Forum 18, 12/11/2015, [url](#)

⁹⁹ Forum 18, 12/11/2015, [url](#)

¹⁰⁰ Forum 18, 12/11/2015, [url](#)

¹⁰¹ Etats-Unis, US DoS, 24/05/2012, [url](#)

¹⁰² Etats-Unis, US DoS, 12/04/2013, p.1, [url](#)

visites faites dans le pays entre 2004 et 2017 par le Comité de prévention de la torture du Conseil de l'Europe, continue d'évoquer des cas d'homicides survenus lors de détentions par la police¹⁰³, notamment des violences et sévices contre des membres de l'opposition, comme le parti du Front populaire d'Azerbaïdjan¹⁰⁴.

L'ONG Human Rights Watch a notamment dénoncé en 2019 la violence avec laquelle la police avait dispersé des rassemblements pacifiques de l'opposition politique et de militants de la société civile, à Bakou, les 19 et 20 octobre 2019, d'une part lors d'une manifestation qui a vu l'arrestation d'Ali KARIMLI, le chef du Parti du Front populaire d'opposition, et d'autre part, des militantes féministes contre les violences faites aux femmes¹⁰⁵. L'ONG soulignait aussi la dureté avec laquelle les personnes arrêtées par la police ont été frappées durant leur détention¹⁰⁶. Un article du média *Eurasianet* de novembre 2019 a abordé également les violences policières du 19 octobre 2019, et notamment les traces de sévices corporels constatées sur Ali KARIMLI à sa libération de détention¹⁰⁷. Selon le même article, qui a évoqué également d'autres cas d'espèces de violences policières datant de 2007, 2009, 2014 et 2015, à chaque fois les autorités ont non seulement nié leurs responsabilités mais ont insinué que c'étaient les victimes elles-mêmes qui s'étaient infligé les sévices en question¹⁰⁸.

Selon le rapport pour l'année 2021 sur les pratiques des droits humains en Azerbaïdjan du Département d'Etat des Etats-Unis, les tribunaux manquent souvent d'enquêter sur des allégations d'actes de torture ou de traitements inhumains perpétrés sur des détenus par la police¹⁰⁹. Selon *Eurasianet*, lors d'une cérémonie en 2013 marquant le 95^{ème} anniversaire de la police d'Azerbaïdjan, le président Ilham ALIYEV a annoncé qu'aucun officier de police ne serait puni suite à des accusations de violences¹¹⁰.

2.2. Le raid policier et les violences de Nardaran (novembre 2015)

Le 26 novembre 2015, les forces de police spéciale anti-émeute masquées de noir ont organisé un raid à Nardaran¹¹¹, en encerclant une maison où un imam et plusieurs croyants célébraient le mois sacré de Muharram¹¹². Selon les ONG Amnesty International et Open Democracy, Nardaran est une localité en banlieue nord-ouest de Bakou (environ une heure de route) où est présente une importante communauté chiite conservatrice très active ayant une tradition historique de défiance envers le pouvoir national, y compris par la violence, en matière religieuse¹¹³. Nardaran est notamment considérée comme le bastion du Mouvement de l'Unité musulmane (MUM), une organisation d'inspiration chiite islamiste qui se revendique pacifique¹¹⁴. Le ministère des Affaires intérieures a avancé avoir conduit une opération pour neutraliser un « groupe criminel armé agissant sous couvert de religion pour planifier la commission d'actes de terrorisme »¹¹⁵.

Les altercations entre la police et les suspects qui se sont propagées à travers la localité ont provoqué le décès de 6 personnes dont deux membres des forces de l'ordre¹¹⁶. L'imam Taleh BAGIRZADE (BAGIROV), engagé politiquement à la tête du MUM, et 16 autres membres du MUM ont été arrêtés¹¹⁷. Selon le média azerbaïdjanais *Report*, ces personnes ont été placées en détention provisoire pendant une période de quatre mois, puis la durée de la détention provisoire a été prolongée¹¹⁸. A Nardaran, la police a également procédé aux arrestations de résidents locaux soupçonnés de collusion avec le MUM¹¹⁹. Les arrestations se sont poursuivies plusieurs mois après les événements de novembre

¹⁰³ Etats-Unis, US DoS, 12/04/2022, p.3, [url](#)

¹⁰⁴ Etats-Unis, US DoS, 12/04/2022, p., [url](#)

¹⁰⁵ Human Rights Watch, 22/10/2019, [url](#)

¹⁰⁶ Human Rights Watch, 22/10/2019, [url](#)

¹⁰⁷ Eurasianet, 04/11/2019, [url](#)

¹⁰⁸ Eurasianet, 04/11/2019, [url](#)

¹⁰⁹ Eurasianet, 04/11/2019, [url](#)

¹¹⁰ Eurasianet, 04/11/2019, [url](#)

¹¹¹ Open Democracy, 24/08/2016, [url](#)

¹¹² Open Democracy, 24/08/2016, [url](#)

¹¹³ Open Democracy, 24/08/2016, [url](#) ; Amnesty International, 06/02/2017, [url](#)

¹¹⁴ Open Democracy, 24/08/2016, [url](#) ; Amnesty International, 06/02/2017, [url](#)

¹¹⁵ DIDR/Ofpra, 16/07/2020, pp. 9-10, [url](#) ; Amnesty International, 06/02/2017, [url](#)

¹¹⁶ DIDR/Ofpra, 16/07/2020, pp. 9-10, [url](#) ; Open Democracy, 24/08/2016, [url](#) ; Amnesty International, 06/02/2017, [url](#)

¹¹⁷ Amnesty International, 06/02/2017, [url](#) ; Report, 21/09/2016, [url](#)

¹¹⁸ Report, 21/09/2016, [url](#)

¹¹⁹ Amnesty International, 06/02/2017, [url](#)

2015¹²⁰, le total des personnes supposées membres du MUM qui ont été arrêtées s'élevant à 78 à l'échelle nationale¹²¹. Beaucoup des personnes arrêtées par la suite ont nié être membres du MUM¹²².

Comme le souligne Amnesty International, l'enchaînement des faits lors du raid de Nardaran a fait l'objet de versions contradictoires : en effet, les autorités ont avancé que les forces de l'ordre avaient essuyé des tirs d'armes à feu et de grenades alors qu'elles procédaient aux arrestations du premier groupe visé ; les habitants et les membres de la communauté des croyants du MUM ont quant à eux allégué ne pas avoir possédé d'armes à feu et ne pas être responsables du décès des deux agents des forces de l'ordre¹²³. En outre, comme l'affirme Open Democracy, les autorités ont affirmé avoir déjoué une tentative de planification d'une insurrection armée contre l'Etat¹²⁴.

Suite à leurs arrestations en novembre 2015 en tant que suspects, Taleh BAGIRZADE et les 16 autres personnes interpellées le même jour ont été conduits au Département principal de lutte contre la criminalité organisée du ministère des Affaires intérieures, où ils sont restés en détention plus d'un mois. Soumis à des interrogatoires, ils ont allégué avoir été torturés et forcés d'avouer leur culpabilité¹²⁵.

2.3. L'affaire du quartier Yasamal de Bakou en juin 2020 : des violences imputables au régiment de police mobile

En juin 2020, des personnes ont été accusées d'avoir jeté des ordures sur des forces de police dans le quartier de Yasamal à Bakou¹²⁶. Selon le service azerbaïdjanais de *BBC News*, la simple intervention d'un commissaire de secteur aurait pu suffire pour convoquer au poste de police les personnes ayant commis cette infraction administrative¹²⁷. Toutefois, selon le même média, le ministère des Affaires intérieures a donné l'ordre d'envoyer le Régiment de police anti-émeute dans les appartements des personnes accusées¹²⁸. Les personnes visées ont ensuite fait l'objet de violences et ont été arrêtées sans aucune ordonnance du tribunal¹²⁹. Selon l'article du service azerbaïdjanais de *BBC News*, l'envoi même du Régiment de police anti-émeute était disproportionné et a été la cause des violences policières constatées¹³⁰.

¹²⁰ Open Democracy, 24/08/2016, [url](#) ; Amnesty International, 06/02/2017, [url](#)

¹²¹ Open Democracy, 24/08/2016, [url](#)

¹²² Open Democracy, 24/08/2016, [url](#)

¹²³ Amnesty International, 06/02/2017, [url](#)

¹²⁴ Open Democracy, 24/08/2016, [url](#)

¹²⁵ Amnesty International, 06/02/2017, [url](#)

¹²⁶ BBC News (service azerbaïdjanais), 20/06/2020, [url](#)

¹²⁷ BBC News (service azerbaïdjanais), 20/06/2020, [url](#)

¹²⁸ BBC News (service azerbaïdjanais), 20/06/2020, [url](#)

¹²⁹ BBC News (service azerbaïdjanais), 20/06/2020, [url](#)

¹³⁰ BBC News (service azerbaïdjanais), 20/06/2020, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés en juillet-août 2022

Documents OFPRA (style Biblio)

DIDR, « Azerbaïdjan : La liberté religieuse », Ofpra, 16/07/2020, 21 p.
https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/2007_azr_liberte_religieuse.pdf

Organisations intergouvernementales

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ; POLIS, « Country Profiles. Azerbaïdjan », s.d.
<https://polis.osce.org/country-profiles/azerbaijan>

Institutions nationales

Etats-Unis, US DoS, « 2021 Country Reports on Human Rights Practices: Azerbaijan », 12/04/2022
<https://www.state.gov/reports/2021-country-reports-on-human-rights-practices/azerbaijan/>

Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, « Zəriflərin bayramı » (La Fêtes des élégants), 08/03/2022
<https://pq.mia.gov.az/?preview/az/announces/view/3882/>

Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, « Əlahiddə Çevik Polis Alayında vakant olan sırası və kiçik rəis heyəti vəzifələrinə xidmətə qəbul müsabiqəsi » (concours de recrutement pour les postes de chefs ordinaires et subalternes au régiment spécial de police mobile), 18/11/2021
<https://mia.gov.az/az/vacancies/5/>

Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, « Press Release by the Press Service of the Ministry of Internal Affairs », 22/01/2018
<https://mia.gov.az/index.php?en/news/view/1168/>

Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, « PRESS RELEASE BY THE PRESS SERVICE OF THE MINISTRY OF INTERNAL AFFAIRS », 03/12/2012
<https://mia.gov.az/?preview/en/news/view/508/>

Etats-Unis, US DoS, « 2012 Country Reports on Human Rights Practices – Azerbaijan », 12/04/2013, 37 p.
<https://2009-2017.state.gov/documents/organization/204472.pdf>

Etats-Unis, US DoS, « 2011 Country Reports on Human Rights Practices – Azerbaijan », 24/05/2012,
<https://www.refworld.org/docid/4fc75abd5.html>

Azerbaïdjan, Ministère des Affaires intérieures, « Baş İdarələr və İdarələr » (sièges centraux et départements), s.d.
<https://mia.gov.az/az/contact/>

Organisations non gouvernementales

Human Rights Watch, « Azerbaijan: Peaceful Rallies Dispersed Violently », 22/10/2019
<https://www.hrw.org/news/2019/10/22/azerbaijan-peaceful-rallies-dispersed-violently>

Amnesty International, « Azerbaijan: Torture and Travesty of Justice in Nardaran Case », 06/02/2017
<https://www.refworld.org/docid/5899dc714.html>

Open Democracy, « Azerbaijan's Nardaran affair », 24/08/2016

<https://www.opendemocracy.net/en/odr/nardaran-affair/>

Forum 18, *Azerbaijan: Police torture one Muslim, 10 more short-term prisoners of conscience*, 12/11/2015

<https://www.refworld.org/docid/5649a4b44.html>

Médias

Az Shafaqna, « Daxili işlər orqanlarında daha bir TƏYİNAT » (Une autre NOMINATION dans les organes de l'intérieur), 08/06/2022

<https://az.shafaqna.com/AZ/80090/daxili-isl%C9%99r-orqanlarinda-daha-bir-t%C9%99yinat/>

Qafqazinfo, « Vilayət Eyvazov Elman Parlamov yeni vəzifəyə təyin etdi » (Vilayat Eyvazov a nommé Elman Parlamov à un nouveau poste), 08/06/2022

<https://qafqazinfo.az/news/detail/vilayet-eyvazov-elman-parlanovu-yeni-vezifeye-teyin-etdi-366198>

Azertag, « Daxili işlər naziri Əlahiddə Çevik Polis Alayında əməliyyat müşavirəsi keçirib » ((Le ministre de l'Intérieur a tenu une réunion opérationnelle au régiment de police mobile spéciale), 22/02/2022

https://azertag.az/xeber/Daxili_ism_naziri_Alahidde_CHevik_Polis_Alayinda_emeliyyat_musaviresi_k_echirib-2024141

Bakudays, « Çevik Polis Alayı (ÇPA) komandirinin birinci müavini, ÇPA qərargah rəisi vəzifəsinə təyinat olub. "Report"un əldə etdiyi məlumata görə, bu vəzifəyə polis polkovnik- leytenantı Ramil Priyev təyin edilib. Qeyd edək ki, ÇPA-nın əvvəlki qərargah rəisi Elnur Kərimov Bakı Şəhər Baş Polis İdarəsinin İctimai Təhlükəsizlik İdarəsinin rəisi təyin olunub », (Il a été nommé au poste de premier commandant adjoint du régiment de police mobile, chef d'état-major du régiment de police mobile. Selon les informations obtenues par "Report", le lieutenant-colonel de police Ramil Priyev a été nommé à ce poste. Il convient de noter qu'Elnur Karimov, l'ancien chef d'état-major de la ÇPA, a été nommé chef du département de la sécurité publique du département général de la police de la ville de Bakou), 18/02/2022

<https://bakudays.com/cevik-polis-alayi-cpa-komandirinin-birinci-muavini-cpa-q%C9%99rargah-r%C9%99isi-v%C9%99zif%C9%99sin%C9%99-t%C9%99yinat-olub-reportun-%C9%99ld%C9%99-etdiyi-m%C9%99lumata-gor/>

Milli irs, « Əlahiddə Çevik Polis Alayının əməkdaşlarından ŞÜCAƏT » (Courage des employés du régiment spécial de la police), 07/08/2020

<http://milliirs.az/gundem/2825-lahidd-evik-polis-alaynn-mkdalarndn-cat.html>

BBC News (service azerbaïdjanais), « Sırasıyla sakinlərin üstünə niyə Çevik Polis Alayı göndərilib? » (Pourquoi le régiment de police mobile a-t-il été envoyé contre des résidents ordinaires ?), 20/06/2020

<https://www.bbc.com/azeri/azerbajian-52976844>

24 Media, « Postlarda Çevik Polis Alayının əməkdaşları sutkaliq xidmət aparır » (Les employés du régiment de police mobile sont en service quotidien à leurs postes), 20/03/2020

<https://24media.az/postlarda-cevik-polis-alayinin-%C9%99m%C9%99kdaslari-sutkaliq-xidm%C9%99t-aparir>

Medonline, « Biz, soyqırım və terrora Yox deyirik! adlı film nümayiş olunub » (Nous disons non au génocide et au terrorisme ! Le film a été projeté), 26/02/2020

<https://medonline.az/2020/02/26/biz-terrora-soyqirima-yox-deyirik-adli-filmi-numayis-olunub/>

Trend news agency, « Çevik Polis Alayı yeni geyim formasına keçib », (Le régiment de police mobile a changé d'uniforme), 08/02/2020

<https://az.trend.az/azerbajian/society/3188801.html>

Eurasianet, « Azerbaijani police blame the victim », 04/11/2019

<https://eurasianet.org/azerbajian-police-blame-the-victim>

Modern, « General Səhlab Bağirov Çevik Polis Alayına komandir təyin olundu » (Le général Salhab Bağirov a été nommé commandant du régiment de police mobile), 15/01/2019
<https://modern.az/az/news/189117>

Azpolitika, « ÇEVİK POLİS ALAYINDA YENİ KOMANDİR - Ramil Usubov 2 generalın yerini dəyişdi » (Un nouveau commandant à la tête du régiment de police mobile – Ramil USUBOV a remplacé 2 généraux), 15/01/2019
<https://azpolitika.info/?p=481990>

Axar, « Sahlab Baghirov returns to his previous post », 15/01/2019
<https://en.axar.az/news/army/341057.html>

New appointments have been made within the structures of internal affairs.

Teleqraf, « Çevik Polis Alayı bu qədər cinayətin üstünü açdı – Statistika » (Le régiment de police agile a découvert tant de crimes – Statistiques), 15/01/2019
<https://teleqraf.com/news/yasavul/197697.html>

Report.az, « DİN mülki işçi vəzifələri üçün müsabiqə elan edib » ((Le ministère des Affaires intérieures a annoncé un concours pour les postes d'employés civils), 13/11/2017
<https://report.az/hadise/di-n-mulki-isci-vezifeleri-ucun-musabiqe-elan-edib/>

Azertag, « Çevik Polis Alayı vakant mülki işçi vəzifələrinə xidmətə qəbulla əlaqədar müsabiqə elan edir » (Le régiment de police rapide annonce un concours pour le recrutement de postes vacants d'employés civils), 13/11/2017
https://azertag.az/xeber/CHevik_Polis_Alayi_vakant_mulki_isci_vezifelerine_xidmete_qebulla_elaqed_ar_musabiqe_elan_edir-1111214

Azertag, « Bakıdakı Dənizkənarı Milli Parkda qadın polislər xidmətə başlayıb » (Des policières ont commencé leur service dans le parc national Seaside à Bakou), 02/10/2017
<https://video.azertag.az/ru/video/56591>

Poliqon, « General Zaur Abdullayev Səfərbərlik Xidmətini necə "işğal edir"? » (Comment le général Zaur Abdullayev « occupe-t-il » le service de mobilisation ?)
01/12/2016
<https://pia.az/general-zaur-abdullayev-seferberlik-xidmetini-nece-isgal-edir--171133-xeber.html>

Avtosfer, « Bu gün general olan polkovnik Çevik Polis Alayının komandiridir » (Aujourd'hui, le colonel, commandant du régiment de police mobile qui devenu général), 30/06/2016
<https://avtosfer.az/az/yol-polisi/bu-gun-general-olan-polkovnik-cevik-polis-alayinin-komandiridir-21973>

Qafqazinfo, « Kim Çevik Polis Alayında işləmək istəyir ? » (Qui veut travailler dans le régiment de police mobile ?), 29/03/2012
<https://qafqazinfo.az/news/detail/bkim-cevik-polis-alayinda-islemek-isteyirb-14928>

News.Milli, « Daxili İşlər Nazirliyinin Çevik Polis Alayına yeni komandir təyin edilib » (Un nouveau commandant a été nommé au Régiment de police mobile du ministère de l'Intérieur, 13/05/2011
<https://news.milli.az/society/48329.html>

Azadlıq Radiosu, « Çevik Polis Alayına yeni komandir təyin edilib » (Un nouveau commandant a été nommé au régiment de police mobile), 13/05/2011
<https://www.azadliq.org/a/24100088.html>

Azadlıq Radiosu, « Yaşar Əliyev Daxili İşlər Nazirliyi Baş Mühafizə İdarəsinin rəisi təyin olunub » (En outre, Yashar Aliyev a été nommé chef du Département de la sécurité générale du ministère de l'Intérieur, 05/05/2011
<https://www.azadliq.org/a/24091878.html>

Azadlıq Radiosu, « Əsas itkilərimiz ağ bayraq qaldırandan sonra baş verdi... » (« Nos principales pertes sont survenues après avoir levé le drapeau blanc... »), 18/03/2010

<https://www.azadliq.org/a/1986559.html>

Azadlıq Radiosu, « Çevik Polis Alayı Daxili İşlər Nazirliyinin tabeliyinə verildi » (Le régiment de police mobile a été placé sous le commandement du ministère de l'Intérieur), 02/08/2006

<https://www.azadliq.org/a/259216.html>

Los Angeles Times, « Azerbaijan Coup Attempt Crushed : Caucasus: Loyal forces storm a building and overcome mutinous police units, president reports », 18/03/1995

<https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1995-03-18-mn-44128-story.html>

Réseaux sociaux

Site de partage de vidéos Youtube, compte « Ədil Arifoğlu », vidéo AZTV « Çevik Polis Alayı 2017 » (Le Régiment de police mobile), 10/04/2017

<https://www.youtube.com/watch?v=5Liwd1O8A8c>

Autres

Müsavat (parti politique), « ÇEVİK POLİS ALAYINA YENİ KOMANDİR TƏYİN EDİLDİ », (UN NOUVEAU COMMANDANT A ÉTÉ NOMMÉ AU RÉGIMENT DE POLICE MOBILE), 14/05/2011

https://musavat.com/news/cevik-polis-alayina-yeni-komandir-teyin-edildi_100442.html?d=1